



32 rue Yves Toudic
75010 Paris
tel : 01 53 34 64 15
tram-idf@wanadoo.fr
www.tram-idf.fr

Compte-rendu de la journée d'information professionnelle

Les arts plastiques en Ile-de-France : des missions au service des publics

Le mardi 8 novembre 2005
Au centre d'art contemporain de Brétigny s/Orge

Synthèse et mise en perspective

Dominique Blanc, chargé des publics pour le Centre de photographie de Lectoure dans le Gers.
Pierre Oudart, chef du service de l'innovation et de l'action territoriale (SDAT) de la Drac Ile-de-France.

Dominique Blanc

M'incombe la tâche de rassembler tout ce qui a été dit aujourd'hui. Je vais essayer de dégager quelques grands axes. Je travaille au centre de photographie de Lecture, centre d'art en zone rurale dans une petite ville de 6000 habitants. Le temps fort de notre programmation est un festival qui a lieu l'été. Nous sommes par ailleurs la structure associée au Pole national ressource (PNR) photographie de l'académie de Toulouse. La région Midi-Pyrénées regroupe 8 départements. Elle est, à l'inverse de la région Ile-de-France, la région la plus vaste de France et la moins dense en terme de population. On pourrait penser qu'à priori les problèmes sont différents, mais aux problèmes posés les réponses apportées sont en fait assez proches, elles reposent beaucoup sur la construction de projets et de partenariats.

Quand on construit un projet dans lequel sont impliqués plusieurs partenaires, la première question qui se pose est la définition des objectifs. On a vu dans les exemples cités cet après-midi des objectifs assez différents. Ces objectifs liés au projet vont tenir compte aussi de projets plus généraux liés à la structure culturelle associée et du ou des partenaires associés. Cela peut être évidemment l'éducation nationale mais aussi d'autres partenaires associatifs. Dans cette définition des objectifs, il faut trouver un terrain commun de travail, d'où l'importance de la connaissance et de la reconnaissance de chacun des partenaires. Cette reconnaissance implique de laisser du temps et de la place à la négociation mais aussi à la formation et à l'appui sur des personnes relais. La négociation est nécessaire car dans le cadre de la mise en œuvre du projet se rencontrent des cultures de travail, des modalités de fonctionnement, des situations économiques très différentes. L'important est d'identifier dans ces cultures différentes ce qui va permettre un champ de travail commun. Ce temps de la négociation peut être très long et peut durer quasiment tout le temps du projet. J'ai remarqué que l'intervention d'un tiers était parfois nécessaire et facilite les choses. Le partenariat ne repose pas sur un fonctionnement pyramidal avec une personne décisionnaire tout en haut de la hiérarchie mais se base, bien au contraire, sur des décisions collectives. Je citerai pour exemple la mise en place du PNR photographie à Toulouse avec le centre de Lecture, l'IUFM et le CRDP de Toulouse. La mise en route a été difficile parce qu'on avait du mal à faire la part des choses entre les enjeux financiers et la définition d'actions et d'objectifs. Le recrutement des chargés de projet dans les PNR ont ainsi énormément facilité les choses et a permis de remettre un peu chacun à sa place et de commencer à retravailler ensemble. Dans ce travail de partenariat, la question du repérage de personnes relais est quelque chose que nous vivons au quotidien. On se repose sur des gens que l'on repère petit à petit en travaillant. La relation individuelle, voire amicale, compte énormément dans l'avancée des projets. Ensuite, et c'est une part non négligeable de ces constructions de projet, il y a le temps de la formation, temps qui peut être formel ou informel : les stages pour les enseignants, formation en interne pour les chargés des publics de la région, formation des personnes qui font l'accueil dans les lieux. La construction du projet doit se faire avec une prise en compte permanente et évolutive de tout ce qui est contrainte budgétaire et des moyens. Il est vrai que le problème des budgets est récurrent. L'art contemporain et un des parents pauvres de la culture. Ce manque se retrouve à plusieurs niveaux : peu de moyens alloués au projet artistique et à la sensibilisation, restriction budgétaire du côté de l'éducation nationale, précarité économique des plasticiens, seuls artistes qui ne bénéficient pas du régime des intermittents.

Autre axe : la question de la pérennisation du projet dans le temps. Pratiquement tous les projets cités insistent sur cette question du temps, du travail sur le long terme. Elle génère parfois une tension entre une vision qu'on pourrait qualifier de « rentabiliste » voulue par les institutions et les financeurs (on a bien vu ce matin que même si la question de la quantité n'était pas complètement au cœur des exigences des élus, les institutions ont de plus en plus de pression pour donner des chiffres) et la qualité. Cette question renvoie à celle de l'évaluation. Ce qui m'a frappé ce matin dans ce que j'ai entendu c'est qu'il y avait beaucoup de « peut-être » pour parler de l'impact des actions menées. On est dans des hypothèses. Face à cette question, on ne sait pas trop quoi faire à part refuser l'évaluation quantitative pure et simple. Un chantier sur ce sujet nous attend, d'autant plus depuis la mise en place de la loi de finance par le gouvernement, pousse les services déconcentrés de l'état à faire remonter des évaluations. Ces outils d'évaluation sont essentiellement quantitatifs, lesquels s'ils ne sont pas inutiles, ne sont qu'une partie de l'évaluation. Au niveau de la région et de la formation des chargés des publics sur laquelle je travaille depuis 3 ans, nous avons pris à bras le corps cette question afin de ne pas se laisser imposer des outils qui n'ont rien à voir avec ce que nous voulons faire apparaître sur les actions qu'on mène. Nous travaillons donc à proposer des outils d'évaluation, aussi modestes soient-ils, aussi partiels soient-ils. Pour ce faire, nous allons nous associer à des laboratoires universitaires pour faire un travail de recherche action.

Pour conclure, je crois qu'il ne faut pas oublier que l'on reste dans le domaine des arts plastiques, ce qui reste central c'est l'œuvre, c'est l'artiste. Quelque soit la complexité dans laquelle on travaille, quelque soit le nombre de partenaires avec lequel on travaille, il est important de ne jamais oublier qu'on parle de l'œuvre, de l'artiste, d'une relation humaine.

Pierre Oudart

La première question que j'ai retenue de cette journée est celle du public. Qui est le public ? A cette question, nous n'avons pas de réponse. En Ile-de-France, nous aimons envisager que le public est mobile. Nous devons donc penser les publics dans une certaine mobilité, sans oublier qu'elle est généralement entravée. On sait que plus les personnes sont dans des situations sociales et économiques difficiles, plus leur territoire se restreint, jusqu'à se restreindre pour certains à un bout de trottoir. Dans cette salle, chacun d'entre-nous vit sur des territoires assez vastes ; plus on grimpe dans l'échelle sociale, plus ces territoires vont se superposer et s'étendre : Venise, à Bale etc. Nous sommes dans une région qui se construit autour de la mobilité, des transports et de ce centre parisien. La question de Paris est une question importante. Cette région se construit autour de Paris et il faut continuer à créer des équipements culturels un peu partout sur le territoire francilien tout en organisant la mobilité. En ce sens, le réseau tram est un outil intéressant dans cette relation avec Paris. C'est pour cela aussi que le Frac, parce qu'il est à la fois parisien et régional, est une institution particulièrement importante.

Quand on essaie d'analyser les publics, on a besoin d'outils d'analyses. Or ces outils utilisés par la sphère de l'équipement ou des aménageurs ne sont pas adaptés à ce que l'on veut faire, parce qu'ils sont sociodémographiques ou socio-économiques, etc. On retombe sur la question des outils d'évaluation non adaptés. Je partage tout à fait l'opinion de mon voisin. Un des premiers enjeux aujourd'hui pour ceux qui s'occupent de médiation culturelle est de se pencher sur les outils d'évaluation, d'analyse et de diagnostic du territoire, en les articulant autour de la mobilité. Cela nous force aussi à réinterroger cette question de proximité. L'enjeu est-il toujours nécessairement la proximité ? Il est important d'articuler les différents niveaux de proximité pour ne pas se laisser enfermer dans la question de faire pour le plus proche. L'enjeu est que chaque collectivité apporte son niveau de responsabilité : que le conseil général ait une vision départementale de la proximité, que le conseil régional ait une vision régionale de la proximité et que l'État porte cette question de la vision nationale – ce qu'il fait lorsqu'il donne des labels de centre d'art pour l'art contemporain, de centre dramatique national ou de scène nationale pour le spectacle vivant, ou de musée de France pour les musées.

Ensuite nous avons parlé de l'éducation nationale. Nous vivons dans notre partenariat avec l'éducation nationale sur un poids historique qui est celui du spectacle vivant. Rappelez vous dans les Drac, il y a encore quelques années, le conseiller action culturelle était le conseiller théâtre ; la question de l'action culturelle interdisciplinaire est venue plus tard. La répartition des financements à la Drac Ile-de-France au service de l'action culturelle respecte à peu près la répartition historique de ces financements en Ile-de-France puisque 80% du budget de la Drac est consacré au spectacle vivant. Alors comment faire bouger les curseurs à un moment où il n'y a pas abondance de nouveaux crédits ? En passant par le territoire....A cet égard, l'expérience de Camille Lambert ou de la ferme du Buisson est extrêmement importante. C'est bien en travaillant en réseau que l'on va pouvoir bouger les choses. L'absence de relais est, dans ce cadre, une question importante, à laquelle une nouvelle fois la Ferme du Buisson apporte une réponse intéressante.

Les dispositifs peuvent jouer un rôle dans le repérage de relais et le travail de mise en réseau. Le dispositif « école ouverte » propose aux structures artistiques et culturelles de monter des projets avec des établissements scolaires ouverts pendant les vacances. Concernant d'autres dispositifs qui peuvent être mobilisés, nous avons en Ile-de-France une convention avec l'agence régionale d'hospitalisation pour les actions en milieu hospitalier. Un appel à projet pour 2006 vient d'être publié sur le site de l'ARH et du ministère de la culture. En matière d'action dans les prisons, il y a une action à la Santé menée avec le théâtre de la cité internationale. Dans ce domaine l'action la plus développée aujourd'hui reste celle avec la maison d'arrêt de Fresnes où l'action culturelle se fait avec les établissements culturels du département.

Pour terminer et mettre en perspective - j'ai appelé ça « l'ailleurs des publics », il y a aussi d'autres formes d'action telle que l'art dans l'espace public, qui peuvent être aussi reliées avec des démarches de médiation. On connaît tous les nouveaux commanditaires de la Fondation de France. La Drac soutient une expérience assez passionnante à Sevran, dans le quartier des Beaudottes, avec Sylvie

Blocher, vidéaste et plasticienne, associée à un architecte et une sociologue. Ce projet mis en place avec un groupe d'habitants visait à travailler sur une question précise : dans cet endroit dans lequel on n'est jamais seul, quel serait un lieu de solitude ? Ce projet a donné lieu à une démarche très progressive. Notamment le projet a été sélectionné pour la biennale de Venise de 2003 et une mobilisation a permis aux habitants de s'y rendre. L'observation de ce projet est pour moi la meilleure évaluation de tout ce qu'on dit sur l'action culturelle. Quand on travaille vraiment sur l'accès aux œuvres, cela a un effet positif qui est une affaire de société. Il ne faut pas faire semblant de croire que ce genre d'expériences peut être généralisé, qu'on va faire des commandes publiques avec tous les groupes d'habitants et particulièrement dans les cités pour empêcher que les voitures brûlent. Nous souhaiterions mettre en place à la DRAC une démarche d'évaluation de ce type de projets qui aide à garder les traces du processus.

Le SDRIF est un schéma directeur régional qui est mis en place depuis plusieurs années. Pour la première fois, il va l'être sous la tutelle du conseil régional. La culture y est présente sous plusieurs aspects. Il me semble que la question de l'art dans l'espace public, dans le cadre d'un schéma d'urbanisme à vingt ans, est une question dont le Frac, dont tram, dont les artistes pourraient se saisir dans le cadre de la réflexion qui devrait aboutir en 2007.

Dernier point d'actualité : le pôle culture. Après 30 ans et pour la 1^{ère} fois, un nouveau dispositif va renforcer la collaboration de la Drac avec l'ensemble des établissements publics nationaux du ministère de la culture dans la région Ile-de-France. Un des thèmes de travail qui va se développer est les publics et l'éducation artistique. En cela, tram était préfigurateur, puisque dans tram on a à la fois une structure d'initiative privée : la maison rouge, et un établissement public du ministère : le palais de Tokyo.